

**Séance ordinaire du
jeudi 27 septembre 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Séverine SCUDIER.

**Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole - parcelles OK n°4,
5, 133 et OL n°69**

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise que doit être opéré un transfert en pleine propriété des biens des communes membres affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole ou antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant.

La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées OK n°4, d'une superficie cadastrale de 5 299 m², OK n°5 d'une superficie cadastrale de 10 048 m², OK n°133 d'une superficie cadastrale de 19 701 m², et OL n°69 d'une superficie cadastrale de 6 626 m² soit une superficie totale de 41 674 m² en zone 4AU3-1 du Plan Local d'Urbanisme.

Le transfert des parcelles OK n°4, 5, 133 partie j, ainsi que OL n°69, soit environ 40 384 m², aura lieu au titre de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Une emprise de 440 m² à prendre sur la parcelle OK n°133 (partie l) sera affectée au domaine public voirie. Enfin, le solde de la parcelle OK n°133, soit 850 m², sera affectée au centre de tri DEMETER.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

La valeur vénale des biens transférés est estimée du fait de leurs caractéristiques propres et de leur surface à 42 € par mètre carré soit 1 750 308 €.

Afin de permettre l'exercice de ses compétences avant la réitération des actes administratifs ou authentiques de transfert de propriété des biens énumérés ci-dessus, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour réaliser dès à présent une prise de possession anticipée lui permettant d'en disposer librement notamment pour la réalisation des travaux de modernisation du centre de tri DEMETER (dépôt et octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires, réalisation de travaux sur l'emprise affectée au centre de tri, occupation temporaire d'emprise de 830 m² sur la partie affectée à la compétence GEMAPI) et pour lancer la procédure d'expulsion d'un occupant illicite sur la parcelle OL n°69.

En conclusion, il proposé au Conseil municipal :

- De céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les fonciers cadastrés OK n°4, 5, 133 et OL n°69, sis commune de Montpellier ;
- D'autoriser la prise de possession anticipée des parcelles objet de transfert de propriété afin de permettre le plein exercice de ses compétences par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanisme nécessaires sur les parcelles concernées par le transfert ;
- De procéder à la rédaction des actes de vente pour formaliser le transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 3 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180927-53660A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/10/18
Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.